*Communiqué de presse de BirdLife Suisse, Pro Natura et WWF Suisse du* *20.11.2024*

**Crise de la biodiversité : le Conseil fédéral publie le plan de l’inaction**

**20 novembre 2024 – Aujourd'hui, le Conseil fédéral a adopté un Plan d'action biodiversité qui ne mérite pas son nom. En effet, au lieu d'actions efficaces pour protéger les bases naturelles de la vie en Suisse, c'est une inaction généralisée qui est prévue face à l'extinction massive programmée des espèces. Sans mesures concrètes et avec un financement dérisoire, ce plan d'inaction ne pourra malheureusement pas apporter de contribution pertinente à la préservation de la biodiversité en Suisse.**

Le Conseil fédéral a adopté aujourd'hui le deuxième Plan d'action biodiversité. Ce plan d'action est décevant à tous points de vue. Son contenu ne contribuera pas de manière significative à la conservation de la biodiversité en Suisse. C'était probablement une décision politique de ne publier ce plan d'action extrêmement faible qu'après la votation sur l'Initiative biodiversité.

**Un tigre de papier au lieu de mesures efficaces**

Le plan prévoit principalement des études, des développements de méthodes et des clarifications – aucune ressource n'est prévue pour la mise en œuvre. Au contraire : dans le cadre des mesures d'économie, le Conseil fédéral propose même de réduire les moyens alloués à la biodiversité. En Suisse, nous disposons d'un bon niveau de connaissances sur la biodiversité. Sarah Pearson Perret**,** secrétaire romande de Pro Natura, souligne : « La nécessité d'agir et les lacunes dans l’application de la législation sont aujourd’hui bien connues. Ces déficits avérés et urgents doivent être comblés. Les études et les prétendues clarifications à apporter servent surtout à détourner l'attention de l’opinion publique ».

**Aucune ambition pour atteindre les objectifs**

En 2012, le Conseil fédéral avait adopté la Stratégie Biodiversité Suisse avec dix objectifs qu'il souhaitait atteindre d'ici 2020. Le premier plan d'action n'a atteint aucun des objectifs, comme l'a montré l'analyse d'impact de la Confédération. Ce constat devrait conduire d'urgence à un plan d'action amélioré. Or, ce que le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) a fait adopter par le Conseil fédéral est un nouvel affaiblissement. Avec ce plan d'action, aucun des objectifs ne sera atteint d'ici 2030. Le DETEC et le Conseil fédéral agissent de manière irresponsable.

**Ressources totalement insuffisantes**

Le plan d'action prévoit un peu plus de 4 millions de francs par an. Il y a huit ans, un calcul de la Confédération avait montré que la conservation des biotopes d'importance nationale nécessitait à elle seule au moins 286 millions de francs par an. D'autres tâches telles que la biodiversité dans les agglomérations et les forêts ainsi que la conservation des espèces fortement menacées nécessitent également des ressources. Au total, les besoins financiers réels pour la conservation de la biodiversité sont plus de cent fois supérieurs à ce qui est prévu actuellement. Compte tenu des objectifs manqués jusqu'à présent, de la pression croissante sur la nature et du renchérissement, il faut partir du principe que les coûts sont encore plus élevés aujourd'hui. « Si la Confédération continue d'attendre avant de prendre des mesures efficaces, la préservation de la biodiversité et de ses prestations coûtera de plus en plus cher – une charge énorme pour les générations futures », fait remarquer Thomas Wirth, chef de projet Biodiversité au WWF Suisse.

« Les moyens financiers pour le plan d'action sont si faibles qu'ils doivent être qualifiés de totalement inappropriés. Il aurait été plus honnête de ne pas adopter de plan d'action plutôt que ce plan d'inaction » critique François Turrian, directeur romand de BirdLife Suisse.

Un facteur aggravant est le fait que la population n'a pas été honnêtement informée sur le plan d'action. Au cours des derniers mois, l'impression a été donnée que le Conseil fédéral faisait élaborer un instrument important pour la préservation de la biodiversité. Le Conseil fédéral a aujourd’hui rompu cette promesse faite à la population.

**Informations complémentaires :**

François Turrian,directeur romand de BirdLife Suisse, 079 318 77 75, francois.turrian@birdlife.ch

Sarah Pearson Perret**,** secrétaire romande de Pro Natura, 024 423 35 66, sarah.pearsonperret@pronatura.ch

Pierrette Rey, responsable de la communication en Suisse romande, WWF Suisse, 079 662 47 45, pierrette.rey@wwf.ch